

des jeunes Canadiens qui épargnent pour faire de bons placements, de signaler d'autres sociétés de la Couronne? J'ai constaté dans les prévisions budgétaires de 1962-1963 que la Société Radio-Canada avait besoin d'obtenir 80 millions du gouvernement fédéral pour dispenser les services de la radiodiffusion nationale. A peine trois ans après, pour 1965-1966, la Société Radio-Canada a besoin de 97 millions. Et il en va de même en ce qui concerne le National-Canadien, l'Administration de la voie maritime et Air Canada.

On dira que ces sociétés font face à des difficultés extraordinaires; nous l'admettons volontiers. Mais n'est-ce pas le cas de toutes les compagnies qui se font concurrence sur le marché mondial? Un programme gouvernemental sur cinq réussit financièrement; cela ne présage rien de bon pour la réussite de la Société de développement du Canada. Je ne puis concevoir que des Canadiens lucides et perspicaces risquent dans une affaire aussi nébuleuse un argent péniblement gagné. Restent ceux qui, sans qu'il en soit de leur faute, ont moins d'expérience financière et veulent faire confiance au gouvernement.

Monsieur l'Orateur, il semble que la nature renferme un pourcentage égal d'êtres bons et de mauvais, idéalistes et opportunistes, en politique ou ailleurs. Une expérience considérable me porte à croire que la concurrence et les obstacles du marché libre exigent presque autant d'honnêteté que les labyrinthes inextricables des ministères gouvernementaux.

Je me suis attardée sur le sujet car, lorsqu'on a proposé cette fantaisie financière au cours de la dernière législature, j'étais inquiète et je le suis encore plus de voir ce projet revenir sur le tapis. Toute mesure d'aussi grande portée exige une étude approfondie, beaucoup de réflexion. J'espère que certains des dangers dont je viens de parler seront pris en considération avant qu'il ne soit trop tard. Nous ne pouvons nous permettre de risquer dans de folles aventures nos capitaux de placement. Le coût de la vie n'a jamais été plus élevé qu'aujourd'hui au Canada; nous avons l'un des niveaux de vie les plus élevés au monde et nous y tenons. Déjà, on estime que 12 p. 100 des impôts sur le revenu sont affectés aux charges de sécurité sociale, alors qu'aux États-Unis on n'y consacre que 7 p. 100. On estime aussi que ceux qui vivent de leurs épargnes, de pensions ou de revenus fixes ont perdu, depuis trois ans, au moins 7 p. 100 de la valeur réelle de leurs revenus, rognés par une situation compliquée et inflationnaire. Une telle orientation n'inspire pas confiance. En pareil cas, l'étranger ne peut avoir en nous toute la confiance souhaitable. Les bénéficiaires de

mesures sociales à portée fort élargie, doivent commencer à se demander d'où vient tout cet argent et sur quoi ces programmes se fondent.

Jeudi dernier, le premier ministre (M. Pearson) a déclaré qu'en 1960-1961 les dépenses de sécurité de la vieillesse avaient atteint 592 millions de dollars et qu'en 1970, elles doivent se monter à 1,600 millions de dollars. Le chef de l'opposition (M. Diefenbaker) a parlé le même jour des impôts énormes que doivent payer les Canadiens. Le fardeau du régime de pensions du Canada imposé à l'employeur ou aux personnes à leur propre compte, a-t-il dit, est de 1.8 p. 100; il s'élève à 500 ou 600 millions par an. En outre, la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction et les machines de production est toujours très onéreuse pour le petit homme d'affaires. Comment s'étonner de l'exode de nos jeunes gens brillants et dynamiques vers les États-Unis? On estime que depuis l'après-guerre le Canada a ainsi perdu 700,000 citoyens. Cet exode, monsieur l'Orateur, s'étend aussi à un certain nombre de personnes possédant une formation scientifique et qui, à leur arrivée aux États-Unis, donnent le Canada comme étant leur dernier lieu de résidence, bien qu'elles soient nées à l'étranger. Cela signifie que leur instruction a été défrayée par la population ou le contribuable canadien. Toutefois, lorsqu'il est temps de devenir un membre utile de notre société, ces gens trouvent de plus grands avantages et stimulants ailleurs.

J'ai toujours préconisé l'accroissement des dépenses fédérales pour l'instruction, pour les recherches dans ce domaine et une attention plus soutenue à l'égard de ces problèmes, mais il me semble qu'en outre, on devrait chercher davantage à stimuler l'entreprise privée au Canada. La suppression de la taxe de 11 p. 100 et le rétablissement du Conseil national de la productivité qui grouperait les représentants du salariat, du patronat et du gouvernement seraient des mesures appropriées dans la bonne voie. L'opposition officielle a recommandé l'adoption de ces mesures.

En outre, la grande industrie agricole, surtout l'industrie laitière, tellement importante dans l'Est de l'Ontario, exige plus d'attention. Le programme provisoire de soutien de l'industrie laitière de l'an dernier ne m'a jamais emballée. Il était mal conçu et il a fait différer les paiements d'appoint jusqu'au mois de mars 1966. Je recommande énergiquement que l'objectif tant vanté de \$3.50 le quintal de lait soit haussé, cette année, à \$4 comme on n'a cessé de le promettre pendant la campagne électorale. Encore une fois,